

Inflation et déflation

L'ESSENTIEL

On parle d'**inflation** en cas de **hausse durable et généralisée des prix des biens et services**, et pas seulement d'un ou de quelques produits.

La **déflation** est l'inverse de l'inflation, c'est-à-dire une **baisse durable et généralisée des prix**. La déflation ne doit pas être confondue avec la désinflation, qui désigne une diminution du taux d'inflation (c'est-à-dire un ralentissement du rythme d'inflation).

L'inflation et la déflation ont des **effets sur notre vie quotidienne**. Il est considéré que, sur le moyen et le long terme, l'optimum pour une économie est d'avoir une inflation limitée, ce qui évite les inconvénients d'une inflation excessive et limite les risques de déflation.

En cas d'**inflation**, une même quantité de monnaie (ou une même somme d'argent) permet d'acheter moins de biens et de services. Dit autrement, l'inflation fait que la valeur de la monnaie – ou son pouvoir d'achat – diminue (voir *Les causes de l'inflation*).

Une **inflation excessive** a plusieurs effets. D'abord, elle brouille les repères de prix et peut donc perturber les décisions d'achat ou d'investissement des ménages et des entreprises et conduire à une **mauvaise allocation des ressources**. Ensuite, elle pousse les prêteurs à augmenter les taux d'intérêt qu'ils exigent. Elle a enfin des **effets redistributifs** entre les différents agents économiques, au détriment du pouvoir d'achat des personnes qui ne peuvent pas faire évoluer leurs revenus en conséquence ou protéger la valeur de leur épargne (voir *L'inflation et vous*).

Dans des épisodes extrêmes d'**hyperinflation**, les effets négatifs décrits ci-dessus sont démultipliés et l'inflation s'auto-entretient dans une **spirale inflationniste** (voir le *schéma simplifié*) explosive, les hausses de prix et de salaires se succédant à un rythme effréné. L'inflation augmente alors exponentiellement. C'est le cas par exemple au Venezuela, où l'inflation a atteint 929 790 % en 2018.

La **déflation**, quant à elle, conduit à un ralentissement de l'activité économique qui peut être prolongé et important. Si les prix baissent durablement, les ménages ont tendance à reporter leurs achats et les entreprises leurs investissements, parce qu'ils

anticipent de nouvelles baisses de prix. Les entreprises vendent moins ; elles n'embauchent plus, voire licencient. Le chômage augmente ; les salaires tendent à baisser. La valeur réelle des dettes s'accroît ce qui les rend plus difficiles à rembourser. La **création monétaire** est également freinée car les banques sont plus réticentes à accorder des crédits à des agents économiques dont les revenus futurs sont incertains. C'est la **spirale déflationniste**, cercle vicieux dont il est difficile de sortir (voir le *schéma simplifié*).

L'évolution des prix doit être mesurée (voir *Le calcul de l'indice des prix*), anticipée et maîtrisée. L'outil de régulation de l'inflation est la **politique monétaire**, qui est de la responsabilité des banques centrales. Dans la **zone euro**, le mandat qui a été donné par les traités européens à l'**Eurosystème** (c'est-à-dire la Banque centrale européenne – la BCE – et les banques centrales nationales des pays de la zone euro – pour la France, la **Banque de France**) est de maintenir la stabilité des prix, définie comme une **inflation à moyen terme « inférieure à, mais proche de 2 % »**.

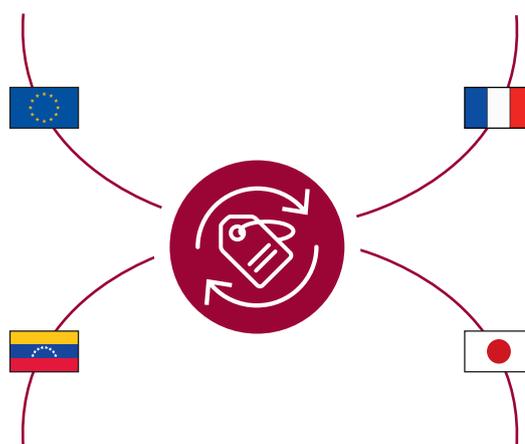
QUELQUES CHIFFRES

1,7 %

Taux d'inflation annuel en zone euro en 2018 (2,1 % en France)

1,0 %

Hausse du pouvoir d'achat en France en 2018



929 790 %

Taux d'inflation (variation annuelle) au Venezuela en 2018

- 3,6 %

Baisse des prix au Japon entre 1999 et 2012

Sources : Eurostat, Insee, FMI.

COMPRENDRE

Le calcul de l'indice des prix à la consommation

L'inflation est évaluée à partir de l'évolution des prix d'un **panier de biens et de services représentatifs** de la consommation des ménages. L'achat immobilier, considéré comme un investissement et non comme de la consommation, n'est pas pris en compte dans l'inflation.

En France, c'est l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) qui calcule l'**indice des prix à la consommation (IPC)** et l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**. L'IPCH permet de réaliser des **comparaisons entre pays** et est utilisé par Eurostat, l'organisme européen de statistiques, pour calculer l'IPCH de l'Union européenne et de la zone euro. Cet indicateur est déterminant pour la conduite de la politique monétaire menée par l'Eurosystème.

Pour calculer ces deux indicateurs, l'Insee relève régulièrement le prix de nombreux produits sur l'ensemble du territoire. Ces produits sont regroupés en catégories (alimentation, logement, habillement, essence, transports, etc.), que l'on pondère en fonction de leur importance, en moyenne, dans le budget des ménages. La mesure de l'inflation tient compte de l'évolution de la qualité : si le prix d'une voiture reste identique mais que sa qualité croît, l'Insee considérera que son prix a baissé.

D'autres indicateurs peuvent être calculés, comme l'**inflation « sous-jacente »** qui exclut des produits dont les prix sont susceptibles de varier rapidement, tels que les carburants ou certains produits alimentaires.

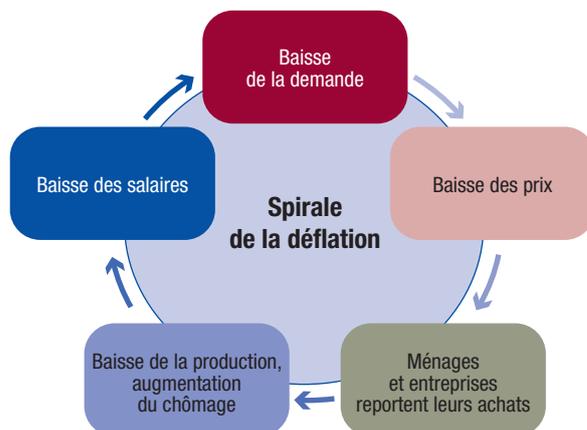
Les causes de l'inflation

L'inflation peut provenir de **facteurs externes**, comme la hausse des prix des biens et services importés (notamment les produits pétroliers ou les matières premières). S'ils sont directement consommés par les ménages, la variation de leur prix a une incidence directe sur le taux d'inflation. S'ils sont consommés par les entreprises (on parle de consommations intermédiaires), l'inflation peut être affectée si elles répercutent la hausse de leurs coûts de production sur leurs prix. L'inflation peut aussi provenir de **facteurs internes**, induits, par exemple, par la hausse des salaires versés. Les entreprises, en cas de chômage faible, peuvent être incitées à augmenter les salaires pour garder ou attirer des employés. Les entreprises répercutent en partie ces hausses sur leurs prix. Les salariés, qui sont aussi des consommateurs, peuvent exiger, en retour, de nouvelles hausses de salaires pour compenser cette hausse des prix. On parle de **boucle prix-salaires**. De façon générale, quand l'économie est au-dessus de son potentiel (quand la demande est supérieure à l'offre), les tensions sur les facteurs de production se traduisent par une hausse de l'inflation.

Le **degré de concurrence** d'une économie peut aussi influencer l'inflation : en situation de forte concurrence, les entreprises sont moins libres d'augmenter leurs prix et leur niveau de profit. La **théorie quantitative de la monnaie** indique, quant à elle, que toutes choses étant égales par ailleurs, une hausse de la quantité de monnaie en circulation accroît le niveau d'inflation.

Les **anticipations d'inflation** des entreprises et des ménages jouent également un rôle important. Si une entreprise anticipe des hausses de prix futures, elle a intérêt à augmenter ses prix dès aujourd'hui. Dans ce contexte, la banque centrale joue un rôle essentiel pour assurer que l'inflation et les anticipations d'inflation des agents économiques restent bien en ligne avec la cible de moyen terme.

Schéma simplifié des spirales de l'inflation et de la déflation



L'INFLATION ET VOUS

L'inflation a un impact direct sur le **pouvoir d'achat** des ménages puisque l'évolution de celui-ci se mesure en comparant l'évolution des revenus par rapport à celle des prix : si les revenus augmentent plus vite que le niveau général des prix, il y a hausse du pouvoir d'achat ; à l'inverse, si les prix augmentent plus vite que les revenus, il y a baisse du pouvoir d'achat.

Pour analyser certaines variables économiques comme les prix, les revenus ou les taux d'intérêt, on distingue leur niveau « nominal » (leur valeur brute) de leur niveau « réel » (leur valeur corrigée de l'inflation).

Par exemple, si l'inflation est de 2 % sur un an, et qu'un ménage voit son **revenu nominal** augmenter de 5 % sur la même période, l'évolution de son **revenu réel** sera de 3 % (5 % - 2 %) : son pouvoir d'achat augmente. Si son revenu nominal reste stable, le revenu réel diminuera de 2 % (0 % - 2 %) : son pouvoir d'achat baisse.

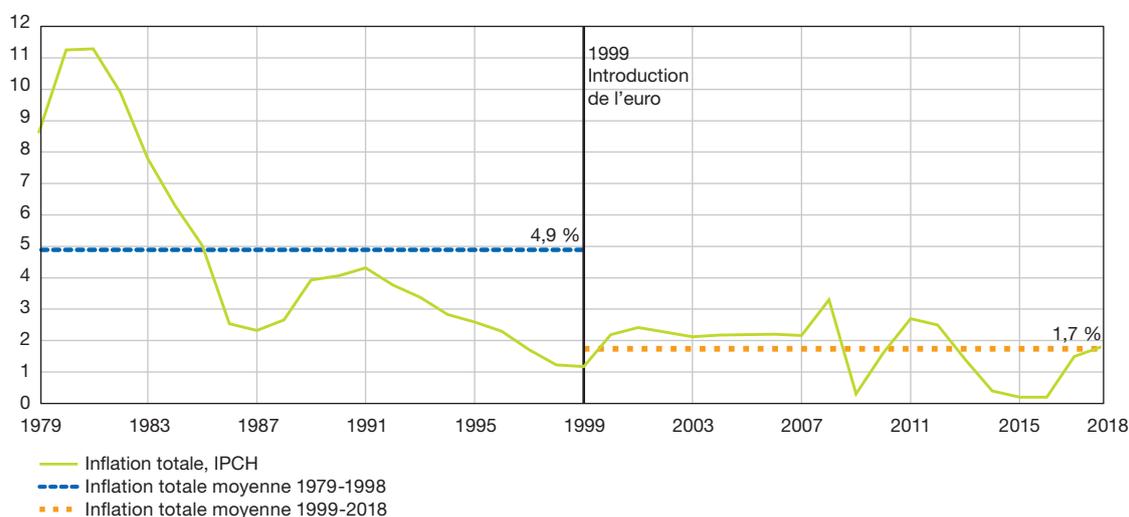
L'inflation a également une incidence sur le **patrimoine** des agents économiques. Elle avantage les débiteurs, en diminuant le niveau réel de leur dette, et désavantage les épargnants, en faisant perdre de la valeur à leur épargne. Une inflation élevée tend aussi à désavantager les plus pauvres qui ont des revenus fixes et qui ont moins de possibilités de se prémunir de la hausse des prix.

UN PEU D'HISTOIRE

- **III^e siècle** L'Empire romain traverse une crise politique et économique : la monnaie se déprécie et les prix des denrées augmentent fortement.
- **XVI^e siècle** Jean Bodin considère que la hausse des prix constatée à l'époque résulte des flux massifs de métaux précieux en provenance d'Amérique.
- **1750** David Hume introduit les principes de la théorie quantitative de la monnaie.
- **1795** L'émission excessive d'assignats durant la Révolution française entraîne une inflation et une perte de la valeur de ce papier-monnaie.
- **1873-1896** La Grande Dépression est une période de ralentissement économique associé à de la déflation en Europe et aux États-Unis.
- **1914-1923** Hyperinflation en Allemagne. Le taux d'inflation atteint 100 % par jour en 1923.
- **1929** Krach boursier aux États-Unis. En réaction, la FED augmente ses taux d'intérêt, le crédit se contracte, l'activité ralentit. La déflation se propage aussi à l'Europe.
- **1973-1980** Les chocs pétroliers attisent l'inflation et réduisent l'activité : c'est la stagflation.
- **1999** Création de la Banque centrale européenne (BCE) et de l'Eurosystème, dont l'objectif principal est de maintenir la stabilité des prix.
- **1999** Suite aux krachs boursier et immobilier du début de la décennie, le Japon entre en déflation.
- **2008** Crise économique et financière. Pour parer au risque de déflation, les banques centrales mettent en place des politiques monétaires non conventionnelles.

Taux d'inflation annuel en zone euro

(en %)



Sources : Eurostat, AWM dataset et calculs Banque de France.

POUR EN SAVOIR PLUS

À lire

- [Pour comprendre le pouvoir d'achat et l'indice des prix](#), Insee en bref
- [Qu'est-ce que l'inflation ?](#), BCE
- [L'impact du prix du pétrole sur l'inflation en France et en zone euro](#), Y. Kalantzis et J-F. Ouvrard, Bloc-notes Eco, Banque de France
- [Inflation et Déflation](#), La finance pour tous

À voir

- [Inflation : quand la fièvre monte](#), vidéo HEC et France 24

- [La déflation](#), vidéo AFP
- [La stabilité des prix : pourquoi est-elle importante pour vous ?](#), vidéo BCE
- [L'hyperinflation en Allemagne \(1923\) et le choc pétrolier \(1973\)](#), Images de crises, webdoc Citéco

Liens utiles

- [L'indice des prix à la consommation](#), Apprendre avec l'Insee
- [Simulateur d'indices des prix personnalisés](#), Insee
- [La monnaie et nous](#), Mes questions d'argent
- [Inflation Island](#), jeu pédagogique BCE
- [Inflation perçue, inflation mesurée](#), Insee, 2019